

Ahmet Davutoglu : "Cette loi est une attaque contre notre dignité nationale"

ENTRETIEN | [Le Monde](#) | 21.12.11 | 14h30 • Mis à jour le 21.12.11 | 17h11

ISTANBUL CORRESPONDANCE - Le ministre turc des affaires étrangères, Ahmet Davutoglu, réagit à la proposition de loi pénalisant en France la négation du génocide arménien.

Les députés français vont examiner ce texte. Qu'en pensez-vous ?

Nous voyons cette nouvelle initiative comme une attaque contre l'histoire de la Turquie mais surtout contre les valeurs françaises, que nous partageons tous. Je suis vraiment surpris de voir le pays des Lumières interdire une discussion intellectuelle et punir une opinion. Nous sommes prêts à discuter de tout dans une atmosphère de liberté intellectuelle. Quand il y a eu des insultes contre le prophète Mahomet, des Européens ont dit que c'était une question de liberté de pensée. Et là, on punit une opinion... Cette loi est une insulte à l'histoire intellectuelle et aux valeurs de la France.

La Turquie prendra-t-elle des sanctions si la loi est votée ?

Imaginez que le premier ministre turc aille à Paris et que la question lui soit posée : "*Que pensez-vous du génocide arménien ?*" Qu'est ce que ces députés imaginent que nous allons faire ? Si nous disons que nous ne le reconnaissons pas, nous risquons d'être traînés devant un tribunal. Evidemment, un officiel turc ne peut et ne pourra jamais dire autre chose. C'est une attaque contre notre dignité nationale. Nous ne devons pas laisser les calculs politiques à courte vue tuer nos valeurs. Si cette loi était si importante, pourquoi ne pas l'avoir votée plus tôt ? Un tel populisme est dangereux.

Le débat sur cette loi était prévisible...

Je suis réellement surpris car le président Sarkozy avait promis au premier ministre Erdogan, par l'intermédiaire de son conseiller (*diplomatique*) Jean-David Lévitte, qu'il s'engagerait à abandonner cette initiative et qu'il s'y opposait.

Depuis que la France a reconnu le génocide en 2001, la Turquie a changé, certains tabous historiques ont été levés. Pourtant, on a l'impression d'un retour en arrière...

Non, le pays a changé. Il y a eu une conférence sur la question en 2006. Et depuis, en Turquie, des gens affirment qu'il y a eu un génocide. Nous ne les en avons pas empêchés. La Turquie a proposé à l'Arménie d'ouvrir ses archives et de fonder une commission mixte d'historiens... Puis les deux pays ont signé des protocoles diplomatiques.

Nous sommes toujours prêts à discuter. Mais maintenant, le processus de rapprochement va être affecté. Personne ne peut discuter d'un sujet comme celui-ci sous la menace. Cette initiative tue le dialogue.

Le premier ministre a reconnu les massacres du Dersim de 1937. Pourquoi est-il plus difficile de parler de 1915 ?

Nous en parlons. Nous sommes prêts à partager la peine de nos voisins arméniens. Mais on ne peut faire une lecture unilatérale de l'histoire.

Que peut faire la Turquie pour changer le cours des événements en Syrie ?

Nous avons fait tout notre possible : essayer de convaincre Bachar Al-Assad d'arrêter de tuer des civils et de faire des réformes. Nous avons accepté des milliers de réfugiés et mis en oeuvre des sanctions bilatérales. Maintenant, il est temps que la communauté internationale en fasse plus. L'avenir de la Syrie est dans les mains du peuple syrien qui maintient des revendications légitimes. Le processus actuel doit être guidé par les demandes des Syriens. Nous ne voulons pas d'intervention étrangère ; pour éviter cette option, le pouvoir doit écouter son peuple et cesser la violence. Il serait préférable pour eux d'accepter la proposition de la Ligue arabe.

Un an après le début du "printemps arabe", quel rôle la Turquie compte-elle jouer dans la reconstruction ?

Notre but principal est de créer une ceinture de stabilité, de sécurité et de prospérité autour de la Turquie. Il est plus aisé et plus réaliste d'atteindre cet objectif avec des gouvernements qui respectent la volonté des peuples, l'Etat de droit, la transparence, la bonne gouvernance et les droits de l'homme. Le besoin de réforme est évident et le processus actuel est irréversible. Les événements dans la région montrent la volonté forte et le pouvoir des peuples. La Turquie se tient à leur côté.

La Turquie peut-elle être un modèle ?

Des analystes soulignent que la Turquie peut être une source d'inspiration. Mais nous ne voulons pas être un "modèle". Chaque pays a ses particularités et aucun schéma ne peut constituer un cadre pour un autre pays. Si certains veulent bénéficier de notre savoir-faire, ils sont les bienvenus. Si cela nous est demandé, la Turquie est prête à partager ses expériences techniques et institutionnelles.

Une autre crise se profile pour la Turquie, sur la question chypriote cette fois. Cela peut-il conduire à une rupture des négociations avec l'Union européenne ?

Le problème n'est pas du ressort turc. Malgré leur rejet d'un plan de l'ONU pour une solution, en 2004, les Chypriotes grecs ont adhéré à l'Union européenne (UE) de manière injuste et unilatérale. Nous faisons tous face aux complications nées de cette décision. Les Chypriotes grecs ne représentent ni Chypre ni les Chypriotes turcs. Je voudrais rappeler cette déclaration du ministre français des affaires étrangères du 25 avril 2004 soulignant que l'adhésion ne prendrait tout son sens qu'avec un accord équilibré entre les deux parties.

La Turquie soutient le nouveau calendrier du secrétaire général des Nations unies avec la forte attente qu'il produise un résultat. Nous partageons totalement l'avis de l'ONU pour qui un accord est accessible. Nous ne devons pas manquer une nouvelle occasion historique d'y parvenir. Si un accord était conclu dans les prochains mois, il sera possible de le soumettre à référendum des deux côtés avant l'été 2012.

Et sinon ?

Il sera hors de question pour la Turquie d'avoir des relations avec une présidence chypriote grecque de l'Union européenne (*au second semestre 2012*). Cela ne signifie pas, d'un autre côté, la fin du processus d'adhésion de la Turquie à l'UE, que nous sommes déterminés à poursuivre.

Propos recueillis par Guillaume Perrier